

DEVSIIS : Une philosophie de la documentation et de l'information

J. Quirino-Lanhounmey

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis-Abeba (Éthiopie)

Dans la conjoncture de crise économique généralisée que connaît actuellement le monde, il est impossible que les États sous-développés et en voie de régression que sont les pays africains puissent envisager d'établir et de réaliser, à eux seuls, un quelconque programme de développement. La dépendance des uns à l'égard des autres, l'interdépendance des hommes et des collectivités à l'égard d'économies développées, extérieures au continent africain, mettent aujourd'hui en évidence la nécessité d'accroître, en Afrique, la capacité d'autonomie économique et la mise en place d'éléments et d'instruments d'auto-croissance, de diversification et de réorientation de la croissance économique susceptibles de répondre aux problèmes que peuvent poser des situations diverses, notamment celles qui prévalent en période de croissance normale ou en période de crise.

Il faut donc que les programmes de développement se fondent sur des stratégies fermes et constantes. La stratégie première s'inspire aujourd'hui de cette soi-disant nouvelle notion, basée sur la duplicité internationale, que l'on appelle pudiquement le "nouvel ordre économique international", défini en fonction des caractéristiques et des problèmes socio-économiques de chaque continent. Pour l'Afrique, la situation semble claire, compte tenu du retard accumulé : tout programme de développement doit refléter la nécessité d'un progrès rapide, simultané et interdépendant, multidisciplinaire et pluridimensionnel. Conséquemment, la méthode adoptée jusqu'à présent, et qui consistait à planifier au jugé, doit être totalement abandonnée. Aucun plan, aucun programme ne saurait être viable s'il ne s'inspire de l'analyse approfondie des situations passées et présentes et de leurs projections scientifiques sur l'avenir. Le planificateur doit donc disposer, à tous les niveaux, de documents et d'informations susceptibles de l'aider à comprendre parfaitement la réalité qu'il essaie d'amender, de corriger, d'améliorer. La documentation et l'information, considérées pendant longtemps comme des éléments inutiles à la planification et à la programmation, doivent retrouver la place qui leur revient.

Depuis une dizaine d'années, les responsables politiques africains ont commencé à prendre timidement conscience de cette nécessité et, compte tenu de l'ampleur du problème, de la complexité des solutions possibles et de leur coût éventuellement exorbitant, ils ont demandé à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique de mettre au point pour le continent africain, les sous-régions et les États membres, un projet de Système pan-africain de documentation et d'information pour le développement. La CEA, après de

nombreuses années d'hésitation et d'essais infructueux, a eu la chance d'être mise en relation avec le CRDI, qui a su nous convertir à la doctrine de DEVSIS.

Pourquoi l'Afrique a-t-elle choisi la philosophie de la documentation et de l'information contenue dans le rapport d'étude de l'équipe DEVSIS, et pourquoi a-t-elle décidé de mettre sur pied un réseau de documentation et d'information que nous appelons DEVSIS-Afrique? Pour des raisons techniques que les professionnels de la documentation connaissent bien, mais aussi pour une autre raison particulière aux pays sous-industrialisés et qui touche tout particulièrement l'Afrique. Le monde d'aujourd'hui a peur. Il a peur de la bombe atomique, il a peur du cancer, il a peur des crises cardiaques, il a peur de la surpopulation, il a peur de ne pas avoir assez à manger. Il est donc très facile de convaincre les divers États, les divers gouvernements d'adopter des systèmes et réseaux internationaux de documentation et d'information tels que INIS, AGRIS, MEDLARS, POPIN, etc.

Il n'en va pas de même pour les documents et les informations concernant exclusivement le développement économique et social. L'exploitation des richesses naturelles, minerais divers, pétrole et autres, intéresse le monde développé et industrialisé; par contre, les études vagues, nébuleuses destinées à améliorer les conditions de vie des populations des pays sous-industrialisés ne soulèvent guère d'enthousiasme. Et pourtant, en Afrique c'est le but essentiel que doit chercher à atteindre tout programme de développement. La documentation et l'information pour le développement économique et social constitue donc un domaine prioritaire pour trois motifs principaux :

- sur le plan de l'économie mondiale, ce domaine est l'un des seuls qui ne retiendra pas sérieusement l'attention, car il ne fait pas partie des préoccupations majeures;

- depuis plus d'un demi-siècle l'Afrique a englouti d'immenses ressources financières dans des études et des plans : ces études et projets de plans reviennent après 10, 20 ou 30 ans sur les bureaux ministériels, inchangés ou avec des modifications mineures qui sont en fait des réajustements ou des actualisations de coûts;

- l'Afrique doit faire cesser le gaspillage des ressources en coordonnant davantage ses richesses documentaires afin de pouvoir les utiliser le plus efficacement possible en vue du développement et de la promotion de ses populations les plus défavorisées.

Le choix de DEVSIS est donc un choix technique, soit, mais aussi et surtout un choix égoïste, dicté par la nécessité dans laquelle se trouve le continent de s'occuper de la solution d'un problème grave, signalé depuis plusieurs années, mais dont personne ne semble vouloir se préoccuper.

Bien sûr, DEVSIS-Afrique ne sera pas un réseau isolé de documentation et d'information. Personne n'ignore que les problèmes de mortalité infantile, de sous-peuplement de l'Afrique centrale, de surpeuplement de l'Afrique de l'Ouest, d'alimentation, de population, continuent et continueront à se poser et qu'il est temps de les étudier de manière rationnelle. C'est ainsi qu'en plus de DEVSIS-Afrique, considéré comme réseau majeur et prioritaire du système pan-africain, viendront s'ajouter lentement, progressivement, lorsque les ressources le permettront, des réseaux importants tels que POPIN-Afrique, MEDLARS-Afrique, etc.

Dans le domaine de la documentation et de l'information, l'Afrique a tenté en priorité d'obtenir les données dont elle a tant besoin pour le développement économique et social, avant de s'intéresser à d'autres secteurs.

Cette approche nous a paru réaliste et raisonnable, car pour nous, c'est la seule qui puisse véritablement préparer le continent africain à poser les fondements nécessaires pouvant permettre à son économie et à sa population d'espérer connaître un jour le même rythme de croissance et le même degré d'épanouissement que l'économie et les populations des pays industrialisés.

Mais parlons du fonctionnement interne de DEVSIS-Afrique et de ses relations avec les systèmes internationaux existants ou en cours de création.

Lorsqu'un nouvel organisme voit le jour, la question que tout le monde se pose est de savoir comment ses divers mécanismes et rouages vont fonctionner. Et le succès de nouveaux organismes dépend en grande partie de leurs capacités d'adaptation aux structures en place et à l'évolution. Les risques de torpillage et de sabotage volontaires ou involontaires sont plus ou moins réduits lorsque les gens ne se sentent pas menacés dans leurs positions, ni gênés dans la réalisation de leurs projets.

Compte tenu du fait que la CEA a mis plus de 10 ans à essayer simplement de concevoir le projet, compte tenu du fait que DEVSIS-Afrique est né après INIS et AGRIS et que, par conséquent, de nombreuses leçons découlent de la mise sur pied de ces deux systèmes, compte tenu enfin de la décision que nous avons prise de démarrer les activités techniques de DEVSIS-Afrique avant la fin de cette année, nous avons pris de grandes précautions pour laisser toutes les portes ouvertes afin de ne pas courir le risque de compromettre l'avenir, quoi qu'il arrive.

Quels seront tout d'abord, les rapports entre DEVSIS-Afrique et DEVSIS-International, si ce dernier voit le jour comme nous l'espérons? Comme les deux noms l'indiquent, l'un n'est en fait qu'une simple partie de l'autre. DEVSIS-Afrique est partie intégrante, représente et défend sur le continent africain les intérêts de DEVSIS-International. D'ailleurs, avec les 49 États africains et les 6 ou 7 autres pays qui de l'Amérique à l'Asie en passant par l'Europe ont déjà rejoint le système, DEVSIS-International existera quasi automatiquement au cours de l'année 1980. DEVSIS-Afrique aura alors pour vocation essentielle de promouvoir, en Afrique, la philosophie et les méthodologies de DEVSIS-International. Les réunions, symposiums, séminaires, stages et autres qui seront organisés en Afrique le seront par et sous l'égide de DEVSIS-Afrique et sous le contrôle de DEVSIS-International afin de maintenir la viabilité et la compatibilité du système tant à l'échelon africain qu'à l'échelon international. Il va de soi, il faut l'avouer, que l'Afrique avec ses quarante-neuf membres, qui seront peut-être bientôt au nombre de cinquante-et-un sur une soixantaine, pèsera d'un poids assez lourd dans la balance. Mais il est à souhaiter que l'Amérique, l'Europe et l'Asie se décident à nommer de très nombreux participants afin de garantir la qualité du système et d'éviter qu'il ne devienne un système de sous-industrialisés et de chroniquement sous-développés. Ce serait en effet vraiment dommage que DEVSIS-International devienne une affaire de «nations nègres», désespérées de voir un jour leurs économies prendre un quelconque essor, et accusant sur les pays industrialisés des retards tels qu'elles ne seront jamais à même de subvenir aux besoins vitaux de leurs populations, ni de promouvoir le bonheur social à quelque niveau que ce soit.

De toute façon DEVSIS-Afrique se prépare et se tiendra toujours à l'affût du progrès. C'est ainsi qu'au niveau du Centre de coordination, nous avons opté pour un personnel réduit, hautement qualifié aussi bien pour la direction que pour les sections d'assistance technique qui utiliseront des ordinateurs hautement performants et coûtant peu cher. Un centre de formation a été prévu qui n'accueillera hélas que cinq stagiaires par an et par pays au niveau post-universitaire. Ce

nombre réduit découle du refus de se lancer dans le gigantisme et du choix délibéré de voir l'essentiel de l'effort de développement du système porter sur les centres nationaux de participation. Le système ne sera en effet viable qu'à la condition de développer au sein des pays africains une politique nationale de la documentation et de l'information pour le développement économique et social, avec des bureaux nationaux, des centres nationaux de coordination, disposant d'un personnel qualifié, dotés des ressources financières nécessaires, essentiellement consacrées à l'alimentation quotidienne et régulière des centres nationaux, des relais institutionnels ou sous-régionaux de DEVSIS-Afrique et de DEVSIS-International.

En effet, nous optons pour le progrès et la technologie moderne, mais nous n'oublions pas que de nombreux pays africains, pauvres, enclavés, dont les populations souffrent parfois d'une misère quasi absolue, mettront du temps à suivre et que, malgré tous nos efforts, ils risquent de ne pouvoir y arriver. Si au niveau du centre de collecte les bordereaux d'entrée sont remplis manuellement, au niveau des centres nationaux, sous-régionaux, institutionnels et continentaux nous devons mettre tout en oeuvre pour un traitement rapide de l'information qui sera mise à la disposition des utilisateurs de façon à pouvoir être utilisée immédiatement, quels que soient les équipements disponibles, ordinateurs, terminaux, lecteurs de microfiches. Bien entendu pour les utilisateurs isolés dans la jungle africaine, seules des copies imprimées pourront être d'une quelconque utilité.

DEVSIS-Afrique, que nous avons tenté de décrire dans ce bref exposé, saura-t-il relever le défi que pose aujourd'hui la diffusion de l'information sur le continent africain?

Discussion

John Woolston: With the permission of the Chair, I would like to add to what Dr Quirino has said about Africa by offering a brief introduction to the overall DEVSIS program and by mentioning what is happening in other parts of the world.

All of us have heard this week about INIS and AGRIS, which are operating systems, and we identify these systems with missions: INIS — for the peaceful uses of atomic energy; AGRIS — to grow more food. But we can also identify these systems with communities. The community for INIS is the atomic energy commissions of the world. The community for AGRIS is the ministries of agriculture of the world. What other missions and communities are there? After preservation of peace, probably the most important mission for humanity is the economic and social development of the Third World. And, for this mission too, one can identify a community. There are many components to this community, but the really powerful members are the ministries of planning and the development banks. Can these be supported by a mission-oriented information system?

At an international meeting in 1974, it was felt that there is indeed a need to build such a system, the name DEVSIS (Development Sciences Information System) was adopted, and a study team was created under the auspices of six international organizations. These were the ILO, IDRC, OECD, UNDP, UNESCO, and the UN Department of Economic and Social Affairs. The team worked under the guidance of a Steering Committee, which was made up of

representatives from the sponsoring organizations as well as information specialists from Africa, Asia, Latin America, Western Europe, and Eastern Europe.

The report of the study team has been available since the end of 1975 — in English, French, Spanish, and Russian. The Steering Committee at its final meeting recommended the adoption of DEVSIS to the international community and identified the UN Department of Economic and Social Affairs as the most appropriate body to manage it.

Today that Department does have a small Information Systems Unit that is running essentially according to DEVSIS methods. But the big question of whether the world community should adopt DEVSIS, as it has adopted INIS and AGRIS, has not yet been discussed by the General Assembly of the United Nations or by ECOSOC. Meanwhile, a number of other experiments have taken place around the world. Perhaps most progress has been made in Latin America. The Economic Commission for Latin America has been directed by its member states to build an information system to serve ministries of planning. Experimental implementation should begin toward the end of this year with 10 participating countries. The Economic Commission for Latin America covers a large territory and, as a subprogram within the total program, there is a Caribbean effort that is being directed by the Caribbean office of the Economic Commission for Latin America based at Port of Spain, Trinidad.

Because my own organization (IDRC) was much involved in the early studies, we too have been doing experiments in Ottawa and, for the last 3 years, we have produced a printed output, *Devindex*. Originally this covered only material produced in Canada but, this year, it also contains material contributed from the Federal Republic of Germany. We have now had offers from several countries to participate in these experiments and, in fact, we have received input from some of them. The offers include those of the Netherlands, Tunisia, Morocco, Pakistan, Thailand, Philippines, Bangladesh, Indonesia, and the Soviet Union. Two of these countries have already produced national indexes using DEVSIS methods: the Philippines and Pakistan. But in neither of these countries was the operation computerized: the documentalists used manual methods to simulate the DEVSIS proposals.

There is a grassroots movement that can be seen here, and one that is not linked to any particular concept of development. We were very careful in the DEVSIS study team to avoid adopting a development philosophy; the subject categorization and the indexing that were proposed are intended to be neutral with respect to different ideologies, so that DEVSIS would be equally hospitable to, for example, the participatory philosophy of development, the Marxist philosophy of development, or the free-market philosophy of development. Information from any source, provided only that it has the mission of development, would be acceptable under the proposed DEVSIS procedure.

What is happening in Africa is thus one of the most significant manifestations of the DEVSIS program, but — fortunately — there are parallel initiatives in many other parts of the world.

International Cooperative Information Systems

Proceedings of a seminar held in Vienna, Austria, 9-13 July 1979



by the International Development Research Centre
Cooperation of the International Atomic Energy Agency
Secretariat for the United Nations Conference
on Science and Technology for Development

The International Development Research Centre is a public corporation created by the Parliament of Canada in 1970 to support research designed to adapt science and technology to the needs of developing countries. The Centre's activity is concentrated in five sectors: agriculture, food and nutrition sciences; health sciences; information sciences; social sciences; and communications. IDRC is financed solely by the Parliament of Canada; its policies, however, are set by an international Board of Governors. The Centre's headquarters are in Ottawa, Canada. Regional offices are located in Africa, Asia, Latin America, and the Middle East.

© 1980 International Development Research Centre
Postal Address: Box 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9
Head Office: 60 Queen Street, Ottawa

IDRC, Ottawa CA
IAEA, Vienna AT
UN. Conference on Science and Technology for Development, New York US
IDRC-156e

International Cooperative Information Systems : proceedings of a seminar held in Vienna, Austria, 9-13 July 1979. Ottawa, Ont., IDRC, 1980. 111 p. : ill.

/IDRC publication/, /international cooperation/, /scientific cooperation/, /scientific information/, /technical information/, /information exchange/, /information systems/ — /information services/, /information network/, /data banks/, /AGRIS/, /DEVSIS/, /INIS/, /ISIS/, /UNIDO/, /UNISIST/, /IDRC mentioned/.

UDC: 061.88

ISBN: 0-88936-252-1

Microfiche edition available

International Cooperative Information Systems

**Proceedings of a seminar held in Vienna, Austria,
9–13 July 1979**

*Organized by the
International Development Research Centre
with the cooperation of the
International Atomic Energy Agency
and the
Secretariat for the United Nations Conference
on Science and Technology for Development*

Contents

Foreword	5
Acronyms	7
Opening Addresses	
Sigvard Eklund, IAEA	9
Ivan L. Head, IDRC	10
A.S. Kodatchenko, UNCSTD	12
Papers	
International Cooperative Information Systems John E. Woolston	13
Intergovernmental Conference on Scientific and Technological Information for Development (UNISIST II): Main Issues and Results W. Löhner	20
The International Nuclear Information System (INIS) Harold E. Pryor	27
AGRIS — Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles Florea Cazacu	31
AGRIS — the International Information System for the Agricultural Sciences and Technology Joseph Judy	37
Information Referral System for Technical Cooperation among Developing Countries (TCDC/INRES) of United Nations Development Programme D. Dragic	41
INFOTERRA: an International Information Network A. Khosla	47
DEVSIS : Une philosophie de la documentation et de l'information J. Quirino-Lanhounmey	54
Discussion	57
Sharing Development Information P. Hansen	59
POPIN: an International Information Network for the Population Field Leon Tabah	61
The Role of Specialized Information Services in Development Fernando Monge	68
Bringing the Patent Family Together and Other Information Services at the International Patent Documentation Center (INPADOC) G. Quarda	76
UNIDO Helps Developing Nations Choose Technology Roch T. de Mautort	89

A Worldwide Network for Technological Information: Recommendations of a UN Study Vladimir Slamecka	95
The Preparatory Committee for UNCSTD: Focus on Information H. Einhaus	100
The UNESCO CDS/ISIS System M. Pobukovsky	102
<i>Discussion</i>	105
 <i>Conclusions</i>	 107
 <i>Persons Attending</i>	 109